

Réforme des points APE

La FGTB et la CSC s'attendent à une rentrée sociale chahutée

LE RÉSUMÉ

Les deux syndicats estiment que la réforme des aides à la promotion de l'emploi du gouvernement wallon menace 3.200 emplois en Wallonie.

CSC et FGTB appellent le gouvernement à renouer le dialogue.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

La contestation autour du projet de réforme des aides à la promotion de l'emploi (APE) menée par le gouvernement MR-cdH en Wallonie reste vive. Et après une première manifestation qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes dans les rues de Namur le 25 juin dernier, les leaders syndicaux de la FGTB et la CSC, Thierry Bodson et Marc Becker, affûtent leurs armes en vue d'une rentrée sociale qu'ils annoncent mouvementée en septembre.

Avant de relever les piques des deux leaders syndicaux envers le ministre de l'Économie Pierre-Yves Jeholet (MR), il est nécessaire de broser les grands principes de la réforme sur une politique qui pèse près d'un milliard et qui profite à 60.000 travailleurs et 4.000 employeurs dans le sud du pays. Remis à plat, le nouveau système repose sur le principe de responsabilité de chaque ministre. Le budget des APE sera réparti entre les ministres en fonction de leurs compétences et les subventions devront se faire sur la base de critères objectifs préalablement définis.

Des avancées positives

Sur le fond, Marc Becker et Thierry Bodson assurent ne pas faire de l'op-

position de principe. «*Nous ne sommes pas conservateurs, assure Thierry Bodson qui reconnaît qu'une réforme du système était indispensable. Il fallait une réforme des points APE et il a fallu plus d'un an à l'ancien gouvernement (PS-cdH, NDLR) pour arriver à une proposition de réforme qui avait été acceptée à l'unanimité par les interlocuteurs sociaux, dont les patrons. Mais le nouveau ministre de l'Économie Pierre-Yves Jeholet n'a pas voulu reprendre ce projet.*»

Son collègue de la CSC Marc Becker salue même le principe du transfert de l'enveloppe globale vers la responsabilité de chaque ministre. «*On l'a toujours demandé car cette politique était devenue structurelle comme le financement des crèches.*»

Tous deux contestent cependant l'approche brutale empruntée par le gouvernement wallon et les économies qui vont impacter l'emploi. «*Entre la première et la deuxième lecture du projet de décret, il y a eu une légère amélioration. Le gouvernement va par exemple limiter les économies à 42 millions et plus à 53 millions. Cela reste cependant inquiétant. Les employeurs du secteur non marchand et ceux du secteur public ont fait leurs calculs. Ils vont perdre 3.200 emplois dont 1.000 emplois exclusivement au niveau des employeurs exclus du système comme les provinces ou le Forem, assure*

Thierry Bodson qui évoque aussi des pertes induites. *Un employeur qui perd quelques points APE alors qu'il n'a par exemple que deux employés risque de voir sa structure vaciller. Et la solution du buffer de 30 millions validée par le gouvernement en deuxième lecture pour éviter ce genre de cas de figure n'est pas admissible car on ne gonfle pas l'enveloppe globale de 30 millions. Ce sera via une économie sur des points attribués objectivement aujourd'hui que le gouvernement va aller chercher cet argent.*» Marc Becker renchérit en affirmant que «*ce sont certains travailleurs qui vont payer pour d'autres.*»

Derrière cette inquiétude, Marc Becker plaide pour plus de transparence de la part du ministre Jeholet. «*Le ministre dit que personne ne va perdre son emploi mais alors qu'il donne les montants que va recevoir chaque employeur. Et si personne ne perd rien, on se tait. On est pour la réforme mais elle se fait aujourd'hui dans la précipitation.*»

Concertation sociale au point mort

Cette guerre des tranchées illustre, selon les syndicats, l'état désastreux dans laquelle se trouve la concertation sociale en Wallonie. «*Il n'y a pas de concertation sociale avec le gouvernement aujourd'hui*», affirme Marc Becker. «*Et ils n'en veulent pas, précise Thierry Bodson. Ils ont été élus et ils estiment qu'il ne faut pas aller plus loin dans la concertation. Mais la démocratie est permanente. Ce n'est pas juste une élection. Il faut un dialogue permanent pour améliorer le processus politique. Nous n'avons aucun problème pour réformer ce qui doit être mais ce qui ne va pas, c'est quand par le passé il y avait des gouvernements de centre gauche où le jeu de la concertation fonctionnait bien, aujourd'hui nous avons des gouvernements qui nous mettent de côté car ils sont plus éloignés de nous et plus proches du monde patronal. Ce n'est pas fair-play.*»

Pour Thierry Bodson et Marc Becker, toutes ces tensions laissent présager une rentrée sociale chahutée. «*Nos instances vont certainement nous demander d'agir*», assure Thierry Bodson.

À la CSC, Marc Becker explique que tout se décidera à la fin des vacances. «*Nous avons avancé la date de notre bureau de rentrée à la fin août pour évaluer les dossiers. Il y aura des actions qui se décideront. On ne va pas rester sans réaction*», prévient Marc Becker qui estime que la grève est un peu «*la dernière arme que nous avons et c'est pour cela qu'on reste des farouches défenseurs de la concertation pour éviter les actions extrêmes.*»